

# ACTION URGENTE

DOCUMENT PUBLIC

Index AI : ASA 17/011/2007 – ÉFAI  
8 mars 2007

**Action complémentaire sur l'AU 156/06 (ASA 17/032/2006, 2 juin 2006) et ses mises à jour (ASA 17/038/2006, 10 juillet 2006, et ASA 17/060/2006, 1<sup>er</sup> décembre 2006) – Craintes de torture et de mauvais traitements / Préoccupations d'ordre médical**

## CHINE

Ablikim Abdiriyim (h), 33 ans  
Alim Abdiriyim (h), 31 ans  
Rushangul Abdiriyim (f), 38 ans  
Kaysar (h), environ 38 ans  
Rayila (f), 24 ans  
Razia (f), 15 ans  
Sardar Kaysar (h), 9 ans  
Epar Alim (f), 4 ans  
Turghun (h), 8 ans  
Kahar Abdiriyim (h), 42 ans  
Mamat Kadeer (h)

Amnesty International a appris de sources fiables qu'Ablikim Abdiriyim, le troisième fils de la militante ouïghoure Rebiya Kadeer, avait été jugé en secret. Il semble que cet homme soit en très mauvaise santé à cause des coups qu'il a reçus en détention, et qu'il continue de se voir refuser les soins médicaux nécessités par son état. Amnesty International est profondément inquiète pour sa santé et craint que sa vie ne soit en danger.

Selon les informations recueillies par l'organisation, Ablikim Abdiriyim a été jugé le 28 janvier pour « *subversion de l'État* », « *séparatisme ethnique* » et « *envoi d'informations par Internet à Madame Kadeer* ». Personne ne sait exactement comment son procès s'est déroulé, ni la peine à laquelle il a été condamné.

Ablikim Abdiriyim est actuellement incarcéré dans le centre de détention de Tianshan, un district d'Ürümqi, la capitale de la région autonome ouïghoure du Xinjiang. D'après certains de ses proches, son état de santé a continué de se dégrader en prison, mais il n'a pas été autorisé à recevoir les soins médicaux dont il a besoin, une situation qui laisse craindre que sa vie ne soit en danger. Sa famille aurait été sommée par les autorités de « *ne pas s'en mêler* » lorsqu'elle a demandé qu'il soit pris en charge médicalement. Pendant qu'il était détenu en attendant d'être jugé, Ablikim Abdiriyim aurait été régulièrement soumis à de longs interrogatoires, passé à tabac et victime d'autres formes de mauvais traitements. Des gardiens auraient refusé que les vêtements chauds envoyés par sa famille lui soient remis. Le 26 novembre, des témoins l'auraient vu être évacué sur une civière du centre de détention de Tianshan.

Les proches de Rebiya Kadeer sont pris pour cibles par les autorités depuis la première arrestation de cette dernière pour délit d'opinion, en 1999. Ce harcèlement s'est intensifié depuis qu'elle a été remise en liberté pour raisons médicales, le 17 mars 2005, et autorisée à quitter la Chine pour s'installer aux États-Unis. Avant qu'elle ne soit libérée, précise-t-elle, elle a reçu un avertissement : si elle nouait des relations avec des Ouïghours ou parlait en public de « *questions sensibles* » une fois qu'elle serait en liberté, « *ses entreprises et ses enfants n'aur[ai]ent plus aucun avenir* ».

Depuis sa libération, la police chinoise a lancé une enquête concernant des irrégularités financières censées avoir été commises par sa société familiale, dont le siège se trouve à Ürümqi. Rebiya Kadeer a affirmé à plusieurs reprises qu'elle n'avait commis aucune infraction. Les autorités chinoises ont établi un « *groupe de travail sur la famille Kadeer* », destiné, semble-t-il, à diriger les actions engagées par l'État contre ses proches et ses entreprises. Ce groupe a pris possession de tous les biens de sa famille et semble avoir recommandé à certains membres de celle-ci de trouver un nouveau lieu de résidence, étant donné que le tribunal saisirait leurs biens aux alentours du nouvel an chinois (en février 2007) ou après cette date, afin d'assurer le remboursement partiel de lourdes amendes infligées à l'entreprise familiale. Depuis lors, aucune autre manœuvre de harcèlement ou d'intimidation n'a été signalée à l'encontre des proches de Rebiya Kadeer.

Le 1er juin 2006, ses fils Alim et Ablikim Abdiriyim ont été battus par des policiers sous les yeux de leurs enfants et de leur sœur Rushangul, à qui les responsables des forces de l'ordre ont remis un téléphone portable et ordonné d'appeler Rebiya Kadeer aux États-Unis pour l'informer de ce qui se passait. Le 27 novembre 2006, lendemain du jour où Rebiya Kadeer a été élue présidente du World Uyghur Congress (WUC, Congrès ouïghour mondial), le tribunal a infligé à Alim Abdiriyim et à son frère Kahar des amendes s'élevant à plusieurs millions de dollars américain, et Alim a en outre été condamné à sept ans d'emprisonnement pour fraude fiscale. Le caractère systématique de ces « sanctions » contre les proches de Rebiya Kadeer en raison de ses activités de défense des droits humains met gravement en doute la crédibilité des investigations de la police.

**ACTION RECOMMANDÉE : dans les appels que vous ferez parvenir le plus vite possible aux destinataires mentionnés ci-après (en chinois, en anglais ou dans votre propre langue) :**

- dites-vous profondément inquiet à l'idée qu'Ablikim Abdiriyim ne soit pas autorisé à recevoir les soins médicaux nécessités par ses blessures dues à la torture et à d'autres formes de mauvais traitements qu'il a subis en détention, et exhorte les autorités à prendre les mesures nécessaires pour qu'il bénéficie de la prise en charge médicale dont il a besoin ;
- demandez instamment aux autorités de lancer une enquête exhaustive, indépendante et impartiale sur les allégations selon lesquelles Ablikim et Alim Abdiriyim ont été battus, ainsi que de traduire en justice les responsables présumés ;
- priez les autorités de veiller à ce qu'Ablikim, Alim et Kahar Abdiriyim soient entendus dans le cadre d'une procédure équitable s'ils font appel de leur condamnation ;
- engagez les autorités à mettre un terme aux violations des droits humains dont les proches de Rebiya Kadeer sont la cible, qui comprennent notamment des mauvais traitements en détention, le harcèlement de la police et d'autres restrictions appliquées à leur liberté d'expression.

**APPELS À :**

Premier ministre de la République populaire de Chine :

**WEN Jiabao** Guojia Zongli

The State Council

9 Xihuangcheng Genbeijie

Beijingshi 100032, Chine

**Fax : +86 10 65292345 (via le ministère des Communications)**

**Courriers électroniques : [gazette@mail.gov.cn](mailto:gazette@mail.gov.cn)**

**Formule d'appel : *Your Excellency, / Monsieur le Premier ministre,***

Président du gouvernement populaire de la région autonome ouïghoure du Xinjiang :

**Ismail TILIWALDI** Zhuxi

Xinjiang Weiwuer Zizhiqu Renmin Zhengfu

2 Zhongshanlu

Wulumuqishi 830041, Xinjiang Weiwuer Zizhiqu, Chine

**Courriers électroniques : [master@xinjiang.gov.cn](mailto:master@xinjiang.gov.cn)**

**Formule d'appel : *Dear Chairman, / Monsieur le Président,***

**COPIES À :**

Maire d'Ürümqi :

**Shokrat Zakir** Shizhang

Wulumuqi Shizhengfu Bangongting

1316 Kelamayi Donglu

Wulumuqi Shi 830063, Xinjiang Weiwuer Zizhiqu, Chine

**Fax : +86 991 4689654**

**Formule d'appel : *Dear Mayor, / Monsieur le Maire,***

ainsi qu'aux représentants diplomatiques de la Chine dans votre pays.

**PRIÈRE D'INTERVENIR IMMÉDIATEMENT. APRÈS LE 19 AVRIL 2007, VÉRIFIEZ AUPRÈS DE VOTRE SECTION S'IL FAUT ENCORE INTERVENIR. MERCI.**

---

*La version originale a été publiée par Amnesty International,  
Secrétariat international, 1 Easton Street, Londres WC1X 0DW, Royaume-Uni.  
La version française a été traduite et diffusée par Les Éditions Francophones d'Amnesty International - ÉFAI -  
Vous pouvez consulter le site Internet des ÉFAI à l'adresse suivante : <http://www.efai.org>*